

Les départements regrettent l'abandon des EPLESF et critiquent la politique sur le numérique éducatif de l'État

4 minutes

Face à la baisse attendue des effectifs en collège dans les prochaines années, l'Assemblée des départements de France (ADF) s'inquiète, dans un communiqué du 30 août 2019, pour "les territoires isolés insuffisamment pris en compte". Ainsi, l'ADF explique-t-elle avoir été "favorable au maintien de la disposition permettant le rapprochement volontaire des premier et second degrés au travers des établissements à savoirs fondamentaux". Par ailleurs, les départements regrettent que "les efforts des départements en matière numérique [soient] retardés par la stratégie du gouvernement".



L'ADF était "favorable" aux EPLESF © Conseil départemental de la Haute-Garonne

Dans un [communiqué](#) du 30 août 2019, l'assemblée des départements de France (ADF) rappelle que "cette année encore,

les effectifs des collèges continuent d'augmenter". Ce sont ainsi 28 844 élèves supplémentaires que les collèges publics accueillent cette année et 68 826 pour les collèges privés, selon des chiffres de la Depp cités par l'ADF. Au total, il y a, en cette année 2019-2020, 3 410 079 collégiens.

Les rapprochements écoles-collège, une "réussite globale"

Or, "les générations suivantes devraient être moins nombreuses".

Ajoutée à cela la problématique de "l'équité territoriale en termes d'offre de formation et l'avenir de l'école rurale", l'ADF s'inquiète pour "les territoires isolés [...] insuffisamment pris en compte".

C'est pourquoi ils expliquent avoir été "favorables au maintien de la disposition permettant le rapprochement volontaire des premier et second degrés au travers des établissements à savoirs fondamentaux", qui a finalement été supprimé de la loi ([lire sur AEF info](#)).

Les départements considèrent que ces rapprochements, "à condition qu'ils émanent de la volonté partagée des collectivités territoriales en charge", sont une "réussite globale" dans les collectivités "concernés par une situation géographique rurale et/ou une forte baisse des effectifs" ([lire sur AEF info ici](#) et [là](#)).

Critique du gouvernement sur le numérique

Par ailleurs, l'ADF regrette que "les efforts des départements en matière numérique [soient] retardés par la stratégie du gouvernement". Expliquant que les départements "ont largement investi pour équiper les collèges et améliorer les réseaux numériques", l'ADF rappelle que le rapport de la Cour des Comptes sur le "service public du numérique éducatif" ([lire sur AEF info ici](#) et [là](#)) est "très critique à l'égard de la stratégie 'non pilotée' de l'État".

Selon l'ADF, "les réalisations les plus innovantes reposent souvent sur les actions mises en places par les Conseils départementaux en la matière".

L'association rapporte que les échéances de couverture numérique des territoires devraient se terminer entre 2019 et 2023.

"D'importantes disparités sont encore constatées selon les départements et leurs spécificités géographiques mais 60% de nos répondants ont déclaré un taux de couverture de très haut débit supérieur à 80%", précise l'ADF qui a conduit une enquête dans le cadre de la mission Azéma-Mathiot sur les territoires éducatifs.